

# savoir. média

## PROCÉDURE PORTANT SUR LA RÉCEPTION ET L'EXAMEN DES PLAINTES PRÉVUE À L'ARTICLE 21.0.3 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS (LCOP)

### 1. CADRE LÉGAL

En vertu de l'article 21.0.3 de la Loi sur les contrats des organismes publics (LCOP), les organismes publics visés par la Loi sur l'Autorité des marchés publics (LAMP) ont l'obligation de se doter d'une procédure portant sur la réception et l'examen des plaintes<sup>1</sup>.

#### 1.1. INTERDICTION D'EXERCER DES REPRÉSAILLES

Le dépôt d'une plainte en vertu de cette procédure doit être effectué sans crainte de représailles de la part de Savoir média.

De plus, l'article 51 de la LAMP stipule qu'il est interdit de menacer une personne ou une société de personnes de représailles pour qu'elle s'abstienne de formuler une plainte à l'Autorité des marchés publics (AMP). Toute personne ou société de personnes qui croit avoir été victime de représailles peut porter plainte auprès de l'AMP pour que celle-ci détermine si cette plainte est fondée et soumette, le cas échéant, les recommandations qu'elle estime appropriées au dirigeant de l'organisme public concerné par les représailles. Au terme de l'examen, l'AMP informe le plaignant de ses constatations et, le cas échéant, de ses recommandations.

#### 1.2. PRÉSERVER VOS DROITS À UN RECOURS

Afin de préserver vos droits à un recours en vertu des dispositions prévues aux articles 37, 38, 39 et 41 toute plainte à Savoir média doit être effectuée selon ce qui est prévu à la présente procédure.

### 2. CONDITIONS APPLICABLES

#### 2.1 AVANT DE PROCÉDER AU DÉPÔT D'UNE PLAINTE - S'ASSURER QUE LE DÉPÔT D'UNE PLAINTE EST LE RECOURS APPROPRIÉ.

S'il s'agit d'une demande d'information ou de précision à formuler à l'égard du contenu des documents d'un appel d'offres, d'un processus de qualification d'entreprises ou d'un processus d'attribution d'un contrat de gré à gré en vertu du paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 13 de la LCOP en cours, le recours approprié est d'adresser cette demande à la personne ressource identifiée dans l'avis publié au système électronique d'appel d'offres.

Si les documents d'un appel d'offres, d'un processus de qualification d'entreprises, ou d'un processus d'attribution d'un contrat de gré à gré en vertu du paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 13 de la LCOP prévoient des conditions qui n'assurent pas un traitement intègre et équitable des concurrents, ne permettent pas à des concurrents d'y participer bien qu'ils soient qualifiés pour répondre aux besoins exprimés ou ne sont pas autrement conformes au cadre normatif, le recours approprié est, dans un premier temps, d'adresser vos récriminations à Savoir média en communiquant avec la personne ressource identifiée dans l'avis publié au système électronique d'appel d'offres.

---

<sup>1</sup> La manifestation d'intérêt constitue une plainte relativement à un processus d'attribution d'un contrat public au sens de l'article 21.0.3 de la LCOP.

[www.marchespublics.tresor.gouv.qc.ca/extranet/pages/accueil.aspx](http://www.marchespublics.tresor.gouv.qc.ca/extranet/pages/accueil.aspx)

## **2.2 QUI PEUT DÉPOSER UNE PLAINTÉ ?**

Seule une entreprise intéressée ou un groupe d'entreprises intéressées à participer au processus d'appel d'offres public, au processus de qualification d'entreprises, ou son représentant peut porter plainte relativement à un de ces processus.

Seule une entreprise en mesure de réaliser le contrat de gré à gré visé par le processus d'attribution en vertu du paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 13 de la LCOP peut en manifester son intérêt.

## **2.3 QUELS SONT LES TYPES DE CONTRATS PUBLICS POUVANT FAIRE L'OBJET D'UNE PLAINTÉ ?**

Les contrats suivants qui comportent une dépense de fonds publics et qui comportent une dépense égale ou supérieure au seuil minimal d'appel d'offres public applicable:

1° les contrats d'approvisionnement, incluant les contrats d'achat ou de location de biens meubles, lesquels peuvent comporter des frais d'installation, de fonctionnement ou d'entretien des biens, dans la mesure où ils ne visent pas l'acquisition de biens destinés à être vendus ou revendus dans le commerce, ou à servir à la production ou à la fourniture de biens ou de services destinés à la vente ou à la revente dans le commerce;

2° les contrats de travaux de construction visés par la Loi sur le bâtiment (chapitre B- 1.1) pour lesquels le contractant doit être titulaire de la licence requise en vertu du chapitre IV de cette loi;

3° les contrats de services, autres qu'un contrat visant l'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux.

Est assimilé à un contrat d'approvisionnement, le contrat de crédit-bail.

Les contrats assimilés à des contrats de services soit les contrats d'affrètement, les contrats de transport autres que ceux assujettis à la Loi sur l'instruction publique (chapitre I-13.3), les contrats d'assurance de dommages et les contrats d'entreprise autres que les contrats de travaux de construction.

Les contrats suivants qui comportent ou non une dépense de fonds publics et sans égard à la valeur de la dépense :

1° les contrats de partenariat public-privé conclus dans le cadre d'un projet d'infrastructure à l'égard duquel un organisme public associe un contractant à la conception, à la réalisation et à l'exploitation de l'infrastructure;

2° tout autre contrat déterminé par règlement du gouvernement.

### **2.3.1 PROCESSUS CONCERNÉS**

Un processus d'appel d'offres public ou un processus de qualification d'entreprises.

Un processus d'attribution d'un contrat de gré à gré visé au paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 13 de la LCOP pour lequel une entreprise désire manifester son intérêt à le réaliser.

### **2.3.2 SEUILS MINIMAUX D'APPEL D'OFFRES PUBLIC**

Les seuils d'application des accords de libéralisation des marchés sont indiqués à l'adresse suivante :

[www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/faire affaire avec etat/cadre normatif/accords/tab\\_synthese seuils accords.pdf](http://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/faire_affaire_avec_etat/cadre_normatif/accords/tab_synthese_seuils_accords.pdf)

### **3. PROCÉDURE PORTANT SUR LA RÉCEPTION D'UNE PLAINTE**

#### **3.1 À QUI ET COMMENT LA PLAINTE DOIT-ELLE ÊTRE TRANSMISE**

Dans le cas d'une plainte qui concerne un appel d'offres public ou un processus de qualification d'entreprises :

La plainte doit être transmise par voie électronique au Responsable de l'administration à l'adresse courriel suivante : [msabourin@savoir.media](mailto:msabourin@savoir.media)

De plus, la plainte doit obligatoirement être présentée sur le formulaire déterminé par l'AMP disponible à l'adresse suivante <https://www.amp.gouv.qc.ca/porter-plainte/plainte-organisme-public/>, tel que stipulé à l'article 21.0.3 de la LCOP.

Dans le cas d'une plainte qui concerne un processus d'attribution d'un contrat de gré à gré visé au paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 13 de la LCOP pour lequel une entreprise désire manifester son intérêt à le réaliser :

Les entreprises intéressées en mesure de réaliser le contrat de gré à gré doivent envoyer une démonstration de leur capacité de réaliser le contrat par voie électronique à l'adresse courriel de la personne responsable de l'avis d'intention, tel que spécifié dans les documents d'avis d'intention.

#### **3.2 QUAND LA PLAINTE DOIT-ELLE ÊTRE REÇUE**

Dans le cas d'une plainte qui concerne un appel d'offres public ou un processus de qualification d'entreprises:

Une telle plainte visée à l'article 21.0.4 de la LCOP doit être reçue par Savoir média au plus tard à la date limite<sup>2</sup> de réception des plaintes indiquée au système électronique d'appel d'offres.

Une telle plainte ne peut porter que sur le contenu des documents disponibles au plus tard 2 jours avant cette date.

Le plaignant doit transmettre simultanément sa plainte à Savoir média pour traitement approprié ainsi qu'à l'AMP pour information.

Dans le cas d'une plainte qui concerne un processus d'attribution d'un contrat de gré à gré visé au paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 13 de la LCOP pour lequel une entreprise désire manifester son intérêt à le réaliser :

La démonstration de l'entreprise à l'effet qu'elle est en mesure de réaliser le contrat de gré à gré en fonction des besoins et des obligations énoncées dans l'avis d'intention doit être transmise à Savoir média au plus tard à la date limite fixée pour sa réception, indiquée au système électronique d'appel d'offres (SEAO).

#### **3.3 TRANSMISSION D'UN ACCUSÉ DE RÉCEPTION**

Dans le cas d'une plainte qui concerne un appel d'offres public ou un processus de qualification d'entreprises:

Savoir média transmettra au plaignant un accusé de réception automatique par voie électronique.

---

<sup>2</sup> La date limite de réception des plaintes se termine toujours à sa 23<sup>e</sup> heure 59<sup>e</sup> minute et 59<sup>e</sup> seconde. Ainsi, une plainte peut être transmise et reçue par Savoir média à tout moment à l'intérieur des délais prescrits.

### **3.4 RETRAIT D'UNE PLAINTE**

Dans le cas d'une plainte qui concerne un appel d'offres public ou un processus de qualification d'entreprises:

Le retrait d'une plainte doit impérativement être effectué avant la date limite de réception des plaintes.

À cet effet, le plaignant doit transmettre à Savoir média un courriel à l'adresse suivante : [msabourin@savoir.media](mailto:msabourin@savoir.media) en indiquant les motifs du retrait de sa plainte.

À la suite de la réception de ce courriel, Savoir média inscrira la date du retrait de la plainte au SEAO.

Dans le cas d'une plainte qui concerne un processus d'attribution d'un contrat de gré à gré visé au paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 13 de la LCOP pour lequel une entreprise désire manifester son intérêt à le réaliser :

L'entreprise a la possibilité de retirer son document de démonstration sans pour cela aliéner son droit d'en présenter un nouveau dans le délai fixé. À cet effet, elle doit envoyer un courriel au responsable de l'avis d'intention à l'adresse courriel indiqué dans les documents de l'avis d'intention.

## **4. PROCÉDURE PORTANT SUR L'EXAMEN DES PLAINTES**

### **4.1 VÉRIFICATION DE L'INTÉRÊT DU PLAIGNANT**

Dans le cas d'une plainte qui concerne un appel d'offres public ou un processus de qualification d'entreprises:

Savoir média doit vérifier l'intérêt de l'entreprise qui a effectué la plainte.

Si le plaignant a l'intérêt requis, la date de réception de la plainte est inscrite au SEAO. Si ce n'est pas le cas, le plaignant en est informé par voie électronique.

#### **4.1.1 MENTION AU SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DE LA DATE À LAQUELLE CHACUNE DES PLAINTES A ÉTÉ REÇUE**

Dans le cas d'une plainte qui concerne un appel d'offres public ou un processus de qualification d'entreprises:

Savoir média indiquera, sans délai, au système électronique d'appel d'offres la date à laquelle chacune des plaintes a été reçue, après s'être assuré de l'intérêt du plaignant.

### **4.2 ANALYSE DE LA RECEVABILITÉ DE LA PLAINTE**

Dans le cas d'une plainte qui concerne un appel d'offres public ou un processus de qualification d'entreprises:

Pour être recevable, la plainte doit réunir chacune des conditions suivantes:

- Concerner un contrat public en vertu de l'alinéa 1 (1°) a) ou de l'alinéa 2 (1°) de l'article 20 de la LAMP;
- Porter sur un appel d'offres public ou un processus de qualification d'entreprises dont les documents prévoient :

- des conditions qui n'assurent pas un traitement intègre et équitable des concurrents ou;
  - des conditions qui ne permettent pas à des concurrents d'y participer bien qu'ils soient qualifiés pour répondre aux besoins exprimés ou;
  - des conditions qui ne sont pas autrement conformes au cadre normatif.
- Porter sur le contenu des documents de l'appel d'offres ou du processus de qualification d'entreprises disponibles au plus tard 2 jours avant la date limite de réception des plaintes indiquée au système électronique d'appel d'offres;
  - Être transmise par voie électronique au responsable identifié dans cette procédure et selon les dispositions prévues dans celle-ci;
  - Être présentée sur le formulaire déterminé par l'AMP en application de l'article 45 de la LAMP<sup>3</sup>;
  - Être reçue au plus tard à la date limite de réception des plaintes indiquée au système électronique d'appel d'offres.

Dans le cas d'une plainte qui concerne un processus d'attribution d'un contrat de gré à gré visé au paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 13 de la LCOP pour lequel une entreprise désire manifester son intérêt à le réaliser :

Pour être recevable, la plainte doit réunir chacune des conditions suivantes:

- Concerner un contrat public en vertu de l'alinéa 1 (1°) a) ou de l'alinéa 2 (1°) de l'article 20 de la LAMP;
- Porter sur un contrat de gré à gré visé au paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 13 de la LCOP;
- Être transmise par voie électronique au responsable identifié dans cette procédure et selon les dispositions prévues dans celle-ci;
- Être reçue au plus tard à la date limite de réception des démonstrations d'entreprises indiquant que celles-ci sont en mesure de réaliser le contrat de gré à gré en fonction des besoins et des obligations énoncées dans l'avis d'intention.

#### **4.2.1 REJET DE LA PLAINTÉ**

Dans le cas d'une plainte qui concerne un appel d'offres public ou un processus de qualification d'entreprises:

Savoir média rejettera une plainte dans l'une ou l'autre des situations suivantes:

- la plainte est frivole ou vexatoire;
- la plainte est transmise par un plaignant n'ayant pas l'intérêt requis;
- la plainte ne réunit pas l'ensemble des conditions prévues au point 4.2;
- le plaignant exerce ou a exercé, pour les mêmes faits exposés dans sa plainte, un recours judiciaire.

Dans le cas d'une plainte qui concerne un processus d'attribution d'un contrat de gré à gré visé au paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 13 de la LCOP pour lequel une entreprise désire manifester son intérêt à le réaliser :

- la plainte ne réunit pas l'ensemble des conditions prévues au point 4.2;
- le plaignant exerce ou a exercé, pour les mêmes faits exposés dans sa plainte, un recours judiciaire.

---

<sup>3</sup> En vertu de l'article 21.0.3, seule une plainte visée à l'article 21.0.4 doit être présentée sur le formulaire déterminé par l'AMP en application de l'article 45 de la LAMP sans quoi la plainte sera rejetée.

### 4.3 ANALYSE APPROFONDIE DE LA PLAINTE

Dans le cas d'une plainte qui concerne un appel d'offres public ou un processus de qualification d'entreprises :

La plainte est traitée par la Direction générale (DG).

La DG vérifie d'abord l'intérêt du plaignant. Si le plaignant a l'intérêt requis, la date de réception de la plainte est inscrite au SEAO. Si ce n'est pas le cas, le plaignant en est informé par voie électronique.

La DG analyse ensuite la recevabilité de la plainte du plaignant ayant l'intérêt requis dont les conditions sont énumérées à la présente procédure.

L'analyse de la plainte est ensuite transmise au Responsable de l'application des règles contractuelles (RARC). Si la situation l'exige, le RARC contactera le plaignant pour obtenir davantage de précisions relativement à la situation détaillée au formulaire de plainte.

Au terme de l'analyse approfondie de la plainte, le RARC détermine le bien-fondé ou non de la plainte :

→ Si le RARC constate que les documents de l'appel d'offres ou du processus de qualification d'entreprises prévoient effectivement des conditions qui n'assurent pas un traitement intègre et équitable des concurrents, ne permettent pas à des concurrents d'y participer bien qu'ils soient qualifiés pour répondre aux besoins exprimés ou ne sont pas autrement conformes au cadre normatif, il doit communiquer les motifs de sa décision au plaignant par voie électronique au plus tard 3 jours avant la date de réception des soumissions. Savoir média doit modifier les documents concernés et un Addenda doit être publié au SEAO.

→ Si le RARC constate que les documents de l'appel d'offres ou du processus de qualification d'entreprises ne prévoient pas de conditions qui n'assurent pas un traitement intègre et équitable des concurrents, ne permettent pas à des concurrents d'y participer bien qu'ils soient qualifiés pour répondre aux besoins exprimés ou ne sont pas autrement conformes au cadre normatif, il doit communiquer les motifs de sa décision au plaignant par voie électronique au plus tard 3 jours avant la date de réception des soumissions. Ce dernier est également informé par écrit de son droit de porter plainte à l'AMP dans les 3 jours suivant la réception de la décision.

Dans le cas d'une plainte qui concerne un processus d'attribution d'un contrat de gré à gré visé au paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 13 de la LCOP pour lequel une entreprise désire manifester son intérêt à le réaliser :

Lorsqu'une entreprise manifeste son intérêt lors d'un avis d'intention, il lui appartient de faire la démonstration nécessaire selon le contexte qu'elle est en mesure de réaliser le contrat selon les obligations et les besoins énoncés dans l'avis. Le responsable de l'avis d'intention envoie les documents transmis par l'entreprise à la Direction générale pour analyse. L'analyse de la Direction générale est ensuite transmise au Responsable de l'application des règles contractuelles (RARC) qui doit transmettre sa décision de maintenir ou non l'intention de Savoir média de conclure le contrat de gré à gré.

La décision doit être transmise à l'entreprise au moins 7 jours avant la date prévue de conclusion du contrat. Cette dernière doit être également informée de son droit de porter plainte à l'AMP dans les 3 jours suivant la réception de la décision advenant que Savoir média juge que l'entreprise n'a pas démontré qu'elle est en mesure de réaliser le contrat.

Si Savoir média juge après analyse qu'au moins une entreprise est en mesure de réaliser le contrat de gré à gré elle doit procéder par appel d'offres public.

## **5. CONCLUSION(S) ET FERMETURE DU DOSSIER**

### **5.1 TRANSMISSION DE LA DÉCISION AU(X) PLAIGNANT(S)**

Dans le cas d'une plainte qui concerne un appel d'offres public ou un processus de qualification d'entreprises:

Savoir média transmettra sa décision par voie électronique à ou aux plaignant(s), à l'égard de l'une ou l'autre des situations suivantes:

- de la raison du rejet de sa plainte dû à l'absence d'intérêt du plaignant;
- de la ou des raison(s) du rejet de sa plainte dû à la non-recevabilité de cette dernière;
- des conclusions au terme de l'analyse approfondie de sa plainte.

Cette décision sera transmise après la date limite de réception des plaintes, mais au plus tard 3 jours avant la date limite de réception des soumissions indiquée au système électronique d'appel d'offres.

Savoir média s'assurera qu'il y a un délai minimal de 7 jours entre la date de transmission de sa décision au plaignant et la date limite de réception des soumissions. Au besoin, la date limite de réception des soumissions inscrite au SEAO sera reportée d'autant de jours qu'il en faut pour que ce délai minimal soit respecté.

Dans le cas d'une plainte qui concerne un processus d'attribution d'un contrat de gré à gré visé au paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 13 de la LCOP pour lequel une entreprise désire manifester son intérêt à le réaliser :

Savoir média transmettra sa décision de maintenir ou non son intention de conclure le contrat de gré à gré, par voie électronique, à l'entreprise qui aura manifesté son intérêt conformément au paragraphe 5° du premier alinéa de l'article 13.1 de la LCOP.

Cette décision sera transmise au moins 7 jours avant la date prévue de conclusion du contrat de gré à gré.

Savoir média s'assurera qu'il y a un délai minimal de 7 jours entre la date de transmission de sa décision à l'entreprise qui aura manifesté son intérêt conformément au paragraphe 5° du premier alinéa de l'article 13.1 de la LCOP et la date prévue de conclusion du contrat de gré à gré. Au besoin, la date prévue de conclusion du contrat de gré à gré sera reportée d'autant de jours qu'il en faut pour que ce délai minimal soit respecté.

#### **5.1.1 MENTION AU SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DE LA DATE À LAQUELLE LA DÉCISION DE SAVOIR MÉDIA A ÉTÉ TRANSMISE À OU AUX PLAIGNANT(S)**

Dans le cas d'une plainte qui concerne un appel d'offres public ou un processus de qualification d'entreprises:

Immédiatement après avoir transmis sa décision à ou aux plaignant(s), Savoir média indiquera au système électronique d'appel d'offres que sa décision a été transmise.

Cette mention est effectuée au système électronique d'appel d'offres dans le seul cas où une plainte a été transmise par un plaignant ayant l'intérêt requis.

### **5.2 RECOURS POSSIBLES À L'AMP À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ FORMULÉE À SAVOIR MÉDIA**

Dans le cas d'une plainte qui concerne un appel d'offres public ou un processus de qualification d'entreprises:

Si le plaignant est en désaccord avec la décision de Savoir média, il peut porter plainte à l'AMP. Dans ce cas-ci, la plainte doit être reçue par l'AMP au plus tard 3 jours suivant la réception par le plaignant de la décision de Savoir média (Article 37 de la LAMP).

Si le plaignant n'a pas reçu la décision de Savoir média 3 jours avant la date limite de réception des soumissions, il peut porter plainte à l'AMP. Dans ce cas-ci, la plainte doit être reçue par l'AMP au plus tard à la date limite de réception des soumissions déterminée par Savoir média (Article 39 de la LAMP).

Dans le cas d'une plainte qui concerne un processus d'attribution d'un contrat de gré à gré visé au paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 13 de la LCOP pour lequel une entreprise désire manifester son intérêt à le réaliser :

Si le plaignant est en désaccord avec la décision de Savoir média il peut porter plainte à l'AMP. Dans ce cas-ci, la plainte doit être reçue par l'AMP au plus tard 3 jours suivant la réception par le plaignant de la décision de Savoir média. (Article 38 de la LAMP).

Si le plaignant n'a pas reçu la décision de Savoir média 3 jours avant la date prévue de conclusion du contrat de gré à gré il peut porter plainte à l'AMP. Dans ce cas-ci, la plainte doit être reçue par l'AMP au plus tard une journée avant la date prévue de conclusion du contrat de gré à gré inscrite au SEAO par Savoir média. (Article 41 de la LAMP).

**6. DATE DE L'ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA PRÉSENTE PROCÉDURE: à valider**